

Étudier l'impact de la concurrence du secteur informel sur la productivité des entreprises formelles : Une revue systématique selon l'approche PRISMA

Studying the impact of informal sector competition on formal firms' productivity: A systematic review according to the PRISMA approach

BENCHIKH Imane

Doctorant

Faculté des sciences juridiques, Economiques et Sociales Agdal
Université Mohammed V

Laboratoire d'études et de recherche en sciences de gestion
MAROC

EL HADDAD Mohammed

Enseignant chercheur

Faculté des sciences juridiques, Economiques et Sociales Agdal
Université Mohammed V

Laboratoire d'études et de recherche en sciences de gestion
MAROC

Date de soumission : 12/02//2026

Date d'acceptation : 02/05/2026

Pour citer cet article :

BENCHIKH I. & EL HADDAD M. (2026) «Étudier l'impact de la concurrence du secteur informel sur la productivité des entreprises formelles : Une revue systématique selon l'approche PRISMA», Revue Internationale des Sciences de Gestion « Volume 9 : Numéro 2 » pp : 754 - 770

Résumé

Les études concernant l'effet de la concurrence du secteur informel sur la productivité des entreprises formelles révèlent des résultats variés. D'un côté, la concurrence non officielle est fréquemment considérée comme injuste, parce que ces sociétés ignorent les obligations fiscales et réglementaires, leur offrant ainsi l'opportunité de minimiser leurs dépenses. Ceci exerce une contrainte sur les marges des entreprises officielles, restreignant leurs capacités d'investissement et de productivité.

Par ailleurs, certaines études indiquent que la compétition non officielle peut aussi engendrer des résultats bénéfiques. Effectivement, la compétition pousse les entreprises formelles à accroître leur efficacité, à innover et à optimiser l'utilisation de leurs ressources pour préserver leur position sur le marché. Dans ce contexte, la compétition informelle peut servir de moteur de performance, particulièrement dans des environnements économiques en mouvement. Par ailleurs, des recherches indiquent que cette rivalité peut encourager l'efficacité des entreprises formelles en les poussant à innover et à perfectionner leurs performances. Par conséquent, elle peut servir de catalyseur dans certaines situations.

Enfin, l'impact varie de manière inégale en fonction de divers éléments, y compris la taille des sociétés et leur aptitude à s'adapter.

Mots de clés : Concurrence, Secteur informel, Entreprises formelles, Productivité, Secteur formel.

Abstract

Studies on the effect of informal-sector competition on productivity in formal firms show varied results. On the one hand, unofficial competition is frequently considered unfair, because these companies ignore tax and regulatory obligations, thus offering them the opportunity to minimize their expenses. This puts a strain on the margins of official companies, restricting their investment and productivity capabilities.

Moreover, some studies indicate that unofficial competition can also lead to beneficial results. Indeed, competition pushes formal firms to increase efficiency, innovate, and optimize the use of their resources in order to preserve their market position. In this context, informal competition can serve as a driver of performance, especially in changing economic environments.

Moreover, research indicates that this rivalry may encourage the efficiency of formal firms by pushing them to innovate and improve their performance. Therefore, it can serve as a catalyst in certain situations.

Finally, the impact varies unevenly depending on various elements, including company size and ability to adapt. While large companies show greater resilience, SMEs are more exposed to vulnerability.

Keywords : Competition, Informal sector, Formal enterprises, Productivity, Formal sector.

Introduction

Le terme secteur informel a d'abord été inventé par Keith Hart (1971) en décrivant le secteur informel comme faisant partie de la main-d'œuvre urbaine en dehors du marché du travail organisé (Sohal et al., 2022). Ce que décrit Hart est insuffisant pour comprendre le véritable sens du secteur informel. L'ambiguïté de la définition du secteur informel est souvent complétée par un caractère quelque peu arbitraire que l'on peut constater en se promenant dans les rues d'une ville du Tiers-monde. Ce sont des travailleurs non engagés et non qualifiés avec des revenus faibles et irréguliers. L'un des problèmes fondamentaux auxquels font face les pays est la propagation des contradictions de l'économie politique dans l'évolution de la croissance urbaine dans ces pays. La croissance de la concentration démographique dans les grandes villes des pays du tiers monde se produit à une vitesse très élevée (Rifa'atussa'adah, 2017). Ce terme décrit que le taux d'urbanisation est trop élevé pour dépasser le niveau d'industrialisation atteint par l'évolution des entreprises formelles.

La fragilité et la vulnérabilité sont les principales caractéristiques des entreprises formelles dans les pays. En fait, il est connu que fonctionner dans un environnement contraignant avec de lourds obstacles institutionnels, politiques et économiques entrave le développement des entreprises. De plus, beaucoup d'éléments montrent que l'informalité peut constituer une autre contrainte potentielle sur la performance et la croissance du secteur. Bien que le secteur informel fournisse un soutien à une grande partie de la main-d'œuvre et réduise les taux de chômage, sa part élevée dans les économies en développement peut réduire considérablement la productivité du travail et la croissance économique. Dans la littérature, des facteurs tels que la réglementation du marché et l'accès au financement ont été soulignés comme causes des faibles niveaux de productivité ; cependant, un certain nombre d'articles ont montré que l'informalité est également un facteur important (Les écarts de productivité entre les entreprises formelles et informelles sont importants. De même, le niveau élevé d'informalité peut entraîner une allocation inefficace des ressources et par conséquent une perte significative de la productivité globale des facteurs (Restuccia & Rogerson, 2017). À cet égard, plusieurs études, telles que Houston (1987) et Cimoli et al. (2006), ont évalué l'impact de la taille du secteur informel sur les performances globales de l'économie et son effet sur le développement des entreprises formelles. Cependant, peu d'attention a été accordée à l'impact de la concurrence entre les entreprises formelles et informelles qui peut également limiter le développement d'une structure productive compétitive qui favorise l'expansion des entreprises les plus productives. En fait, Amin et al. (2019), Beltrán (2019), Williams & Kosta (2020) ont examiné la relation entre la concurrence informelle et la performance des entreprises formelles, mesurée par la croissance des ventes, de l'emploi et de la productivité, et trouvé des preuves mitigées sur la nature de cette relation et l'ampleur de l'impact de la concurrence informelle des entreprises sur les performances formelles des entreprises. Cette divergence des résultats empiriques, combinée à l'influence déterminante du cadre macroéconomique et institutionnel, soulève une interrogation centrale : dans quelle mesure l'hétérogénéité des contextes nationaux et des approches méthodologiques explique-t-elle les conclusions contrastées de la littérature scientifique quant à l'effet de la concurrence informelle sur la productivité des entreprises formelles ? Le but de ce document est

d'examiner l'impact de la concurrence des entreprises informelles sur la productivité du travail des entreprises formelles. L'importance de cette recherche réside de présenter une revue de littérature sur la relation entre l'informalité et la productivité du travail à travers une cartographie bibliométrique.

1. Informalité et formalité des entreprises

Dans les pays en développement et émergents, « l'informalité » est intégrée au paysage concurrentiel pour les entreprises formelles et informelles. L'économie informelle est un artefact des cadres juridiques tolérants, des normes institutionnelles lâches et de la corruption gouvernementale omniprésente qui existent dans les pays émergents et en développement (Galang, 2012). Webb, Tihanyi, Ireland et Sirmon (2009) définissent l'économie informelle comme « un ensemble d'activités illégales mais légitimes (pour certains grands groupes) par lesquelles les acteurs reconnaissent et exploitent les opportunités ». Les travaux existants ont montré que bien que les entreprises formelles représentent souvent la part du lion du PIB dans les économies émergentes, le secteur informel est le mécanisme qui soutient la subsistance de milliards d'habitants dans les pays en développement et émergents (Blades, Ferreira, & Ana Lugo, 2011). Les entreprises archétypales de l'économie informelle (c'est-à-dire, les entreprises informelles) s'engagent dans des activités de marché qui sont légitimes au sein de l'institution informelle (c'est-à-dire la culture et les normes sociales), mais sont dissimulées par la réglementation fiscale, administrative et du travail de l'institution formelle. (Webb et al., 2009; Schneider, 2005).

En ce qui concerne les ensembles de ressources et les modes de faire des affaires, il y a un certain nombre d'arbitrages entre la formalité et l'informalité. Les entreprises informelles ont des structures salariales plus faibles et échappent à leurs charges fiscales sur le revenu et l'emploi (Bargain & Kwenda, 2011). En contrepartie, les entreprises informelles ont un coût du capital plus élevé que les entreprises formelles parce que les actifs de ces entreprises ne peuvent pas être utilisés comme levier avec les institutions financières pour accéder à des prêts bancaires ou d'autres sources de financement formel.

Les entreprises informelles sont également confrontées à des options de croissance limitées en échange d'éviter d'être détectées par les autorités fiscales et d'autres agences gouvernementales (De Paula & Scheinkman, 2011). Les dotations de ressources financières des institutions financières peuvent fournir aux entreprises formelles les ressources manquantes pour, entre autres choses, croître, innover et faire face aux cycles du marché (Gilbert, McDougall, & Audretsch, 2005 ; Nohria & Gulati, 1996). Les entreprises informelles ne peuvent pas obtenir de financement formel parce que les actifs ne peuvent pas être utilisés comme levier et il n'y a pas de structure juridique de propriété pour les investisseurs en actions à extraire (A De Paula, JA Scheinkman 2011). Il est important de noter que, bien que de nombreuses nouvelles entreprises dans les pays en développement soient fondées en tant qu'entités informelles, ces entreprises se sont révélées extrêmement improductives par rapport à leurs homologues formelles (Porta & Schleifer, 2008). Un manque de capital, de liquidité ou de contrôle sur le capital peut avoir des impacts négatifs sur

la performance et même conduire à l'échec de nombreuses entreprises informelles. De plus, peu d'entreprises informelles passent au formalisme (Porta & Schleifer, 2008).

Malgré les inconvénients de l'informalité et la probabilité d'échec pour les entreprises individuelles, les concurrents informels peuvent être perçus comme perturbateurs des opérations des entreprises formelles qui font des affaires dans les économies émergentes et en développement.

Ainsi, la concurrence avec les entreprises informelles est souvent d'une importance primordiale pour la survie et le succès des entreprises formelles. En réponse, les entreprises formelles sont poussées à ajuster leurs opérations pour s'adapter au caractère unique des compétences de réseau et des normes culturelles de faire des affaires dans les économies informelles (Naudé, 2009). Le défi est que la logique informelle des faveurs bureaucratiques, de la corruption et des méthodes détournées de production et de commercialisation de biens ou de services (Lomintz, 1988) est plus difficile à adopter pour les entreprises formelles qui sont visibles et soumises à l'examen des autorités gouvernementales. Par conséquent, nous soutenons que les dirigeants des entreprises formelles opérant dans les économies émergentes devraient peser les avantages et les inconvénients de l'orchestration des ressources de manière à imiter les modes informels de faire des affaires qui sont normatifs ou qui substituent la logique informelle avec des ressources formelles qui sont indicatives de la logique formelle des affaires qui est dominante dans les économies développées.

2. Secteur informel et productivité du travail des entreprises formelles : Faire le point

La productivité est un moteur clé de la croissance qui explique une grande partie des variations du bien-être entre les pays (Hsieh & Klenow, 2010). Depuis les travaux fondateurs de Solow (1957), de nombreux articles ont examiné ses déterminants, tels que la qualité des institutions et la réglementation du marché, ce qui explique comment la productivité augmente et pourquoi certains pays ont une productivité plus élevée que d'autres. (Danquah et al., 2014; Fadiran & Akanbi, 2017; Kim & Loayza, 2019). Parmi ces déterminants, l'informalité semble être un facteur majeur qui fait baisser la productivité globale. En fait, la persistance de l'économie informelle et le faible niveau de productivité associé à ses activités contribuent négativement à la croissance et à la productivité globale des économies en développement (Loayza, 1996). De plus, la réaffectation du travail du secteur formel vers le secteur informel stimule l'expansion des activités informelles et tend à réduire la croissance (Voskoboynikov, 2019). Taymaz (2009), par exemple, présente des preuves d'un écart de productivité important entre les entreprises formelles et informelles, ainsi qu'un écart en termes de rémunération salariale entre les travailleurs des deux secteurs. L'auteur a expliqué qu'une grande partie de ces écarts est due au processus d'auto-sélection qui dirige les entrepreneurs et les travailleurs les plus instruits vers le secteur formel, le rendant plus productif et distribuant des salaires plus élevés.

De même, pour un échantillon de pays en développement, Amin et al (2019) ont montré que la productivité des entreprises formelles est quatre fois plus élevée que celle des entreprises informelles. Cependant, les entreprises informelles compensent leur faible productivité avec



les avantages de coût qu'elles obtiennent en évitant les taxes et réglementations (Beltrán, 2019), permettant aux entreprises informelles de gagner une plus grande part de marché et d'affecter négativement les entreprises formelles et la productivité globale. Au niveau micro, la concurrence joue un rôle important dans la croissance de la productivité des entreprises (Ospina & Schiffbauer, 2014). Nickell (1996) suggère que la concurrence oblige les dirigeants d'entreprise à déployer plus de ressources pour maintenir leur part de marché ou même adopter des pratiques innovantes, ce qui conduit à des taux de croissance de la productivité plus élevés. Bergoening et al. (2004) montrent également qu'une concurrence accrue permet la réaffectation des ressources des entreprises à faible productivité vers celles à forte productivité, ce qui améliore la productivité totale des facteurs au niveau agrégé. Les effets de la concurrence entre les entreprises formelles et informelles sur le développement sont encore à débattre. Les différents liens entre ces deux secteurs peuvent mener à des conclusions différentes. Selon l'approche dualiste qui suggère que les entreprises formelles et informelles opèrent sur des marchés différents et produisent des produits différents, la concurrence entre les entreprises des deux secteurs ne peut pas avoir lieu et n'a aucun impact sur la productivité et le développement (La Porta & Shleifer, 2014). Inversement, si ces entreprises interagissent sur les mêmes marchés, leur concurrence peut avoir des impacts différents sur le secteur formel. Avenyo et al. (2021) expliquent ces impacts par deux mécanismes principaux. D'une part, la concurrence du secteur informel peut amener les entreprises formelles à adopter des stratégies de différenciation en améliorant la qualité de leurs produits et services.

Cette stratégie permettrait aux entreprises formelles de devenir plus productives et d'éviter les pratiques d'imitation et de concurrence des entreprises informelles, appelées « l'effet d'évasion de la concurrence ». D'autre part, cette concurrence aggrave les distorsions du marché en maintenant des entreprises informelles inefficaces dans l'entreprise et en empêchant les entreprises formelles productives d'atteindre leur taille optimale. De plus, une forte concurrence dans le secteur informel réduit la rentabilité des entreprises et leur capacité à investir dans de nouveaux produits innovants, limitant leur productivité ou les poussant à se retirer du marché, ce que l'on appelle l'« effet ShumpeeBay ».

La relation entre la concurrence informelle et la productivité des entreprises formelles a été examinée dans plusieurs études, mais les résultats empiriques sont peu concluants et dépendent du contexte. Par exemple, Beltrán (2019) trouve un effet négatif et statistiquement significatif de la concurrence informelle sur la productivité des entreprises formelles en se basant sur un échantillon d'entreprises de 127 pays. Aussi, l'auteur montre également que cet effet est plus prononcé dans le secteur manufacturier par rapport aux services. De même, Amin et al. (2019) constatent que, dans les pays en développement, la productivité du travail des entreprises formelles exposées à la concurrence informelle représente environ 75 % de la productivité moyenne du travail des entreprises formelles qui ne sont pas confrontées à une telle concurrence. Selon les auteurs, cet effet négatif peut être atténué si le climat des affaires et le développement économique des pays étudiés s'améliorent.

L'impact de la concurrence informelle sur la productivité est également étudié dans les pays développés, notamment en Italie. Kosta & Williams (2020) étudient cet effet sur la

performance des entreprises formelles mesurée par la croissance annuelle des ventes, de la productivité et de l'emploi. Les auteurs montrent que les deux premiers indicateurs pour les entreprises en concurrence avec le secteur informel sont nettement inférieurs à ceux pour les entreprises ne faisant pas face à une telle concurrence, tandis que l'effet est insignifiant sur la croissance de l'emploi.

Bien que la présente revue recense une multitude de contributions majeures, l'analyse révèle la nécessité de structurer ces apports autour d'un cadre théorique unifié permettant de dépasser la simple accumulation de données. Ce cadre permet de distinguer deux forces antagonistes : d'une part, un mécanisme de discipline concurrentielle, où la pression de l'informel pourrait, dans certains contextes, contraindre les firmes formelles à optimiser leurs processus pour maintenir leurs parts de marché. D'autre part, un mécanisme de distorsion de marché, plus prédominant, où l'évasion réglementaire et fiscale des acteurs informels crée une concurrence déloyale qui fragmente l'allocation des ressources et freine l'investissement productif. En intégrant ces mécanismes, cette recherche propose une lecture plus cohérente de la relation informel-productivité, soulignant que l'issue de cette interaction dépend de la capacité du cadre institutionnel à arbitrer entre ces deux dynamiques.

En revanche, la relation négative entre concurrence informelle et productivité des entreprises formelles n'est pas observée dans plusieurs cas.

3. L'impact de la concurrence du secteur informel sur les entreprises Formelles

Bien qu'il soit largement admis que la concurrence dans le secteur informel a un impact négatif sur les résultats des entreprises du secteur structuré, il existe actuellement peu de preuves, voire aucune, que la concurrence dans ce secteur réduit les résultats des entreprises du secteur structuré. Au lieu de cela, une telle hypothèse est basée sur la base de preuves qui montrent les mauvais résultats des entreprises du secteur informel, ce qui a un impact négatif sur les performances des entreprises formelles. Cependant, même cette base de données probantes sur les mauvais résultats des entreprises du secteur informel est faible. L'étude la plus souvent citée comme preuve de la moins bonne performance des entreprises informelles est celle de La Porta et Shleifer (2008). Ce rapport rend compte des enquêtes informelles de la Banque mondiale menées dans treize pays et des enquêtes sur les microentreprises réalisées dans quatorze pays, portant sur un échantillon total de 2 321 entreprises enregistrées et 3 574 entreprises non enregistrées. La conclusion est que les entreprises non enregistrées enregistrent de moins bons résultats que les entreprises enregistrées. Cependant, des différences statistiquement significatives dans la performance des entreprises enregistrées et non enregistrées n'existaient que dans dix des 25 pays, dans dix-sept des 26 pays en ce qui concerne les ventes par employé et dans dix-huit des 26 pays en ce qui concerne la production par employé.

En effet, et contrairement à la thèse des performances plus médiocres des entreprises informelles, les entreprises non enregistrées ont surpassé les entreprises enregistrées dans six des 25 pays en ce qui concerne la valeur ajoutée par employé, trois des 26 pays en ce qui concerne le chiffre d'affaires par employé et quatre des 26 pays en ce qui concerne la production par employé (voir La Porta et Shleifer, 2008). Plus important encore, La Porta et

Shleifer (2008) déclarent que les entreprises non enregistrées ne sont pas plus improductives une fois qu'on prend en compte les variables de contrôle (par exemple, les dépenses sur les intrants, le capital humain de leurs principaux dirigeants et leur petite taille). Les données d'autres études sur la piètre performance des entreprises informelles sont tout aussi faibles (Fajnzylber et al., 2009; McKinsey Global Institute, 2003). Fajnzylber et al. (2009) affirment que les entreprises qui paient des impôts présentent des niveaux de « productivité » entre quinze à soixante pour cent plus élevés, mais ils ne contrôlent pas de nombreux déterminants de la performance des entreprises.

Dans le même temps, en examinant les moins bonnes performances des entreprises formelles qui démarrent sans être enregistrées par rapport aux entreprises enregistrées dès le début de leurs opérations, Perry et Maloney (2007) rapportent des données d'enquête de la Banque mondiale sur 355 start-ups non enregistrées dans sept pays d'Amérique latine. Ils identifient globalement la moins bonne performance des start-ups non enregistrées. Cependant, à part un petit échantillon, l'écart de productivité identifié est statistiquement significatif dans seulement quatre des sept pays étudiés. Plus récemment, des ensembles de données plus étendus ont été utilisés pour examiner la performance d'entreprises en démarrage non enregistrées dans divers pays (par exemple, l'Inde, l'Afrique du Sud) et à l'échelle internationale. Celles-ci révèlent que les entreprises formelles qui démarrent sans être enregistrées ont des niveaux ultérieurs de performance d'entreprise plus élevés que celles qui démarrent sur une base enregistrée (Williams et Kedir, 2016). Pour expliquer cela, l'argument est que les entreprises non enregistrées évitant initialement les coûts d'enregistrement et se concentrant sur d'autres passifs de nouveauté établissent une base plus solide pour la croissance ultérieure (Williams et al., 2017). Cependant, toute cette littérature porte sur la façon dont les entreprises du secteur informel affichent des niveaux de performance plus faibles.

La seule exception connue est une étude portant sur 1 430 entreprises en Bulgarie, en Croatie et dans l'ARY de Macédoine (Williams et Bezeredi, 2018). La conclusion est que les entreprises qui affirment que leurs concurrents participent au secteur informel ont des taux de croissance annuelle réelle des ventes significativement plus faibles par rapport à celles qui affirment que leurs concurrents ne participent pas au secteur informel. Cependant, d'autres mesures de la performance des entreprises telles que la croissance annuelle de l'emploi et la croissance annuelle de la productivité ne sont pas prises en compte.

La littérature économique contemporaine souligne que la concurrence exercée par le secteur informel constitue un frein majeur à la performance des entreprises structurées, principalement à travers le prisme de la « concurrence déloyale ». Selon Amin et Okou (2020), cette pression concurrentielle réduit la productivité du travail des entreprises formelles de près de 25 %, car ces dernières doivent supporter des coûts réglementaires et fiscaux que les unités informelles contournent systématiquement. Ce phénomène crée une distorsion de marché où les entreprises formelles, privées de marges de manœuvre financières, sacrifient leurs investissements en innovation et en capital humain pour rester compétitives sur les prix (Williams & Bezeredi, 2018). En outre, cette dynamique est souvent analysée via la « vision parasite » de l'informalité, qui suggère que les entreprises informelles captent des parts de

marché sans contribuer au bien public, empêchant ainsi les firmes légitimes d'atteindre les économies d'échelle nécessaires à leur croissance (La Porta & Shleifer, 2014 ; Amin, 2021). In fine, l'impact se traduit par un ralentissement global de la modernisation technologique, particulièrement dans les économies émergentes où le cadre institutionnel est plus fragile.

4. Méthodologie

La méthode utilisée dans cette étude est une revue systématique qui vise à identifier, évaluer et interpréter les résultats de recherche pertinents et liés à un sujet particulier à étudier. La revue systématique est également une synthèse de recherches primaires qui présente des sujets et des problèmes clairs, mais s'accompagne d'une pensée critique. Grâce à des revues systématiques, les résultats d'études ou de recherches primaires sont intégrés (synthétisés) et regroupés afin de présenter des faits plus complets et équilibrés aux décideurs politiques. Par conséquent, la sélection ou la sélection d'études primaires pertinentes est très importante dans le processus de revue systématique. Dans cette étude, un processus de revue systématique a été réalisé en suivant les étapes du PRISMA (Preferred Reporting Items for Systematic Reviews and Meta-analyses), 621 publications ont été extraites de la base de données Scopus, un protocole de lignes directrices développé pour optimiser la déclaration des revues systématiques qui peut être présenté à la figure 1 ci-dessous :

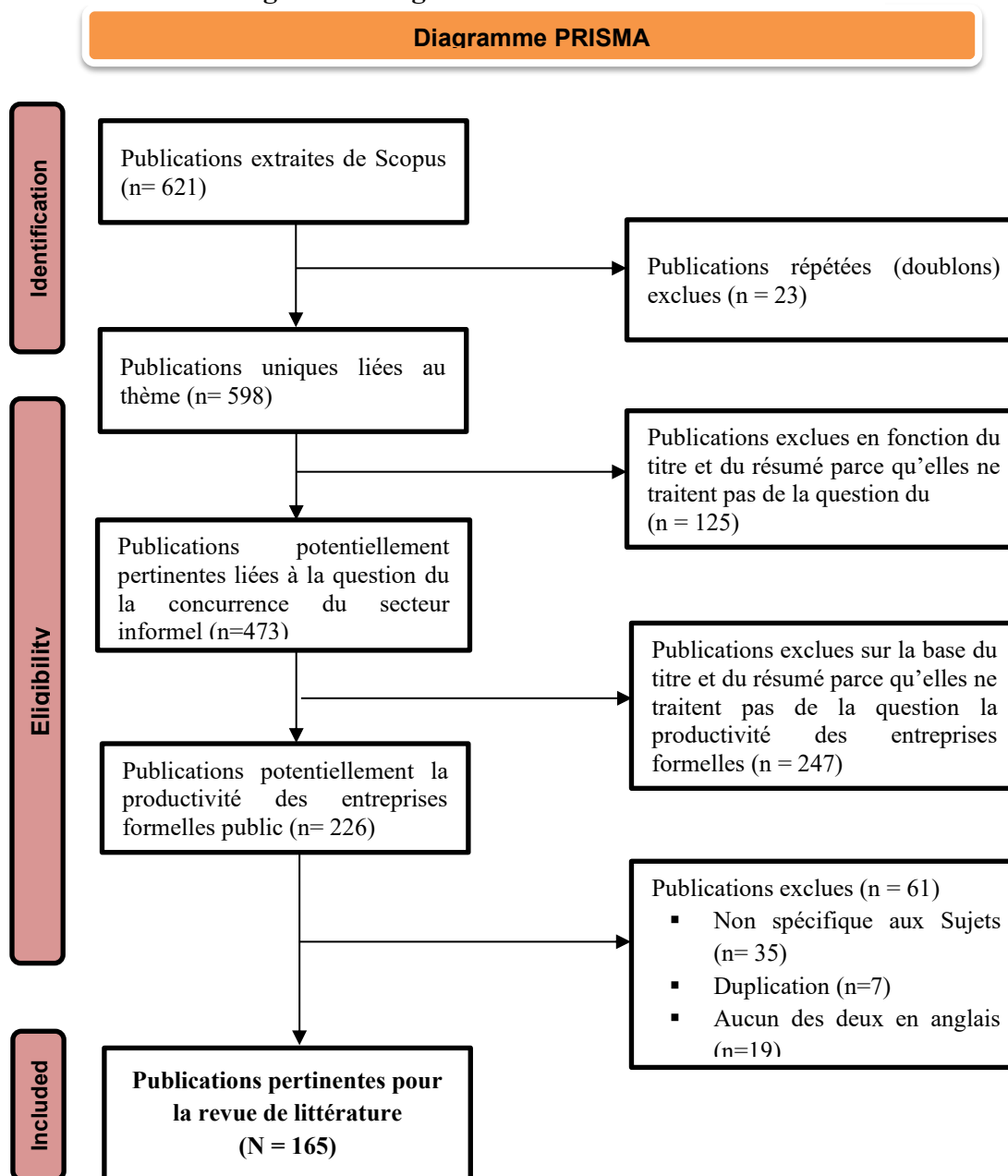
Le protocole PRISMA utilise des critères d'exclusion et d'inclusion pour filtrer la qualité des articles à l'étape de sélection Petticrew, M.; Shekelle, P.; Stewart, 2015. Il y a trois étapes de sélection : l'étape d'initiation, la sélection du titre et du résumé, et la sélection du texte intégral. Au stade de l'initiation, les critères d'inclusion des articles sont qu'ils correspondent aux mots-clés de recherche, qu'ils soient en anglais et qu'ils aient été publiés entre 2015 et 2025.

Les critères d'exclusion à ce stade incluent les articles dans des langues autres que l'anglais et ceux publiés en dehors de la période 2015 et 2025. L'étape suivante est la sélection du titre et du résumé. À ce stade, les critères d'inclusion comprennent la concurrence, le secteur informel, la productivité et les entreprises formelles. Les critères d'exclusion à ce stade concernent les ressources qui comprennent la concurrence du secteur informel sur la productivité des entreprises formelles. Les critères d'inclusion et d'exclusion à l'étape de la sélection du texte intégral sont les mêmes que ceux appliqués aux étapes de la sélection du titre et du résumé.

La recherche documentaire sur la base de données Scopus porte sur des types d'articles tels que les articles de recherche et les articles de conférence, l'année de publication et l'utilisation de l'anglais. Les mots-clés de recherche ont été déterminés avec l'aide d'experts en la matière qui possèdent une expertise dans la réalisation d'examen à travers des bases de données de revues électroniques. Les mots-clés de recherche peuvent être dupliqués pour des sources d'information provenant d'autres bases de données de revues électroniques. La revue systématique a été enregistrée en mode csv.

La chaîne de recherche booléenne était (« Informal Sector OR Competition Formal Firms OR Productivity »))

Figure 1 : Diagramme PRISMA



Source : Auteurs

L'application du protocole PRISMA confirme que l'impact de l'informalité sur la productivité formelle est dicté par un arbitrage entre distorsion de marché et discipline concurrentielle. La revue systématique démontre que si la concurrence déloyale fragilise les firmes régulées, cet effet négatif est exacerbé par des institutions défailtantes. En conclusion, la transition d'une concurrence subie vers une compétitivité accrue pour le secteur formel ne dépend pas uniquement de la réduction de l'informel, mais d'un renforcement du cadre institutionnel capable de neutraliser les distorsions de marché tout en stimulant l'efficacité productive.

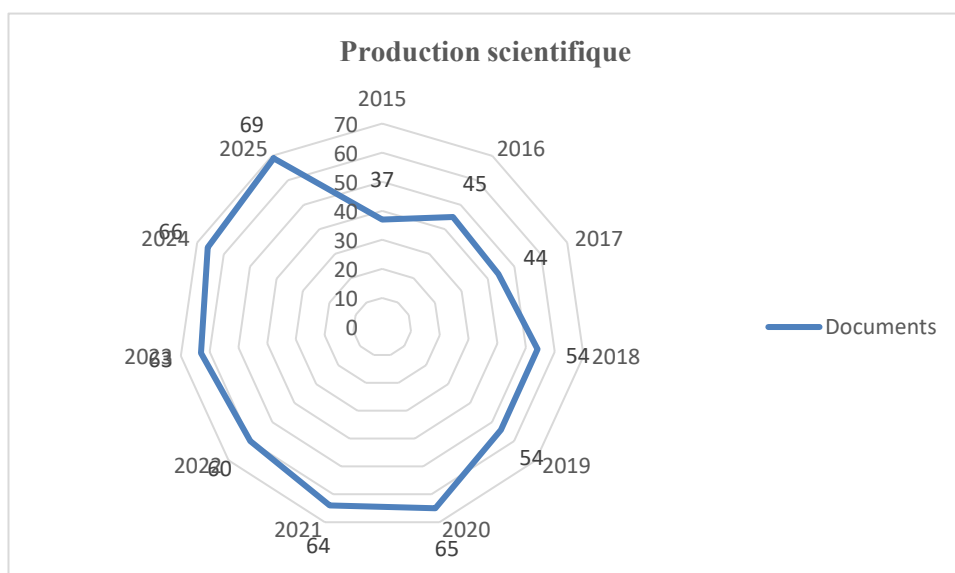
5. Résultats de l'analyse systématique

5.1. Évolution de la production scientifique

Le graphique concernant la production scientifique illustre une tendance générale à la hausse du nombre de publications sur la période 2015-2025. Effectivement, la production commence à un niveau plutôt faible en 2015 avec 37 documents, puis connaît une progression en 2016 (45) et une légère stabilisation en 2017 (44). Depuis 2018, une tendance plus prononcée s'établit, avec une augmentation notable qui atteint 54 publications, un niveau qui se maintient en 2019. On constate une confirmation accrue de cette tendance à la hausse en 2020 et 2021, avec une production atteignant respectivement 65 et 64 documents, reflétant un sommet d'intérêt scientifique pour le sujet étudié.

Ensuite, une période de stabilisation partielle a été constatée entre 2022 et 2023, suivie d'un rebond de la croissance en 2024 (66), culminant en 2025 (69). Globalement, cette progression illustre une préoccupation académique grandissante et pérenne pour le thème, mettant en évidence sa pertinence et son contemporain dans le domaine de la recherche.

Figure 2 : Evolution de la production au fils de temps



Source : Scopus.

5.2. Etude de source à travers la Loi de Bradford's

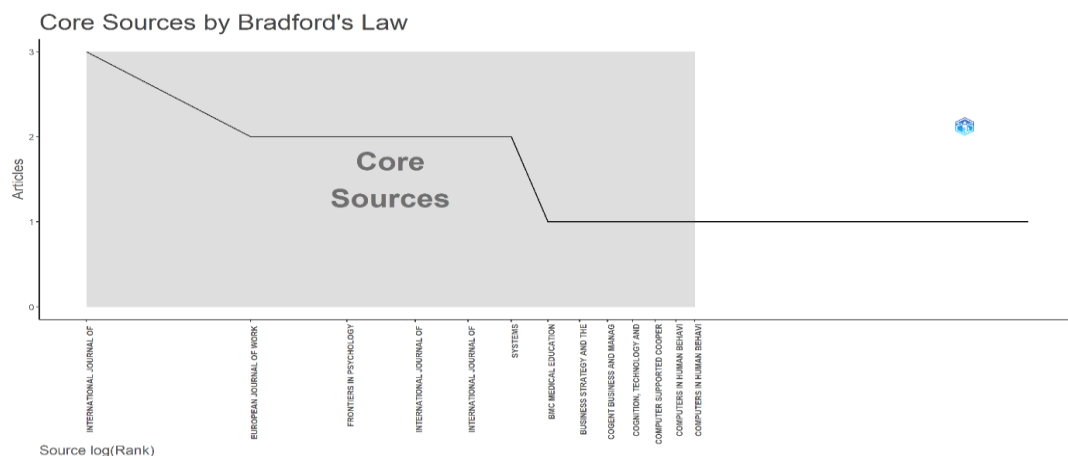
L'illustration nommée Sources principales selon la loi de Bradford met en lumière la distribution des sources académiques suivant la loi de Bradford, facilitant ainsi l'identification des revues ayant le plus d'influence dans le domaine analysé.

On note une concentration notable des publications dans un petit ensemble de revues qui forment le « noyau » (core sources), et qui se distinguent par un volume important d'articles des sources suivant Journal of Developmental Entrepreneurship, World Development, Technological Forecasting and Social Change. Cette région centrale rassemble les sources majeures qui apportent une contribution importante à la production scientifique concernant le sujet. Plus on s'éloigne de ce noyau, plus le nombre de revues s'accroît, tandis que leur apport

individuel en articles se réduit peu à peu, comme le démontre la diminution constatée sur la courbe.

Cette répartition valide donc le principe de dispersion de Bradford, selon lequel un nombre restreint de revues rassemble la majorité des publications, tandis qu'une multitude de sources périphériques publie de façon plus sporadique. En définitive, cette illustration souligne l'organisation du domaine de recherche autour de certaines revues majeures, tout en mettant l'accent sur l'expansion graduelle des sources qui alimentent le secteur.

Figure 3 : Graphe du Loi de Bradford's



Source : Bibliometrix

5.3. Tendance des nuages des mots clés

Le schéma de co-occurrence des mots-clés met en évidence une structure de recherche centrée sur deux axes majeurs : le « informal sector » et l'« informal economy ». L'importance des connexions entre ces deux noyaux avec les termes « productivité du travail », « innovation » et « performance de l'entreprise » met en évidence que l'influence de l'informalité sur l'efficacité des entreprises formelles est une préoccupation centrale dans le milieu académique. Il est noté que le sujet est abordé dans la littérature non pas de façon isolée, mais en tant que système complexe où les obstacles à l'entrée, comme l'accès au crédit et l'approche de gouvernance, agissent comme des variables médiatrices influençant la productivité en présence d'une concurrence intense.

Le dégradé temporel (du bleu au jaune) reflète un changement sémantique notable entre 2019 et 2022. Tandis que les premiers travaux se focalisaient sur des cadres structurels tels que le « marché du travail » et les économies de l'Inde ou du Mexique, les études récentes (en jaune) englobent des aspects plus transversaux. L'apparition de mots comme « COVID-19 », « durabilité » et « responsabilité sociale des entreprises » indique que l'examen concurrentiel informel s'est récemment orienté vers l'analyse de la résilience des entreprises formelles. Cette transition démontre que la productivité est dorénavant jugée en fonction de la capacité des entreprises à innover et à maintenir des normes de durabilité malgré les distorsions de concurrence créées par le secteur non régulé.

relation négative entre la productivité du travail des entreprises formelles et la concurrence dans le secteur informel. Où l'écart de productivité est estimé à 28% en ce qui concerne le désavantage des entreprises confrontées à cette concurrence. Cet effet reste robuste pour diverses spécifications en utilisant des variables de contrôle spécifiques à l'entreprise et spécifiques au contexte macroéconomique. Les tests de robustesse confirment en outre l'effet d'égalisation de l'informalité sur la productivité du travail dans le secteur formel.

Les résultats révèlent également que les grandes et anciennes entreprises ainsi que les entreprises exportatrices ont une productivité plus élevée ; Cette revue systématique, entièrement conforme à la déclaration PRISMA 2020, a examiné de manière approfondie l'impact de la concurrence du secteur informel sur la productivité des entreprises formelles.

Cette étude visait à réaliser une revue de la littérature compressive sur les recherches liées au secteur informel en s'appuyant sur une approche systématique multibases de données. Une analyse systématique a été réalisée sur les 621 quantités de recherches développées sur une période de quart entre 2015-2025. Des méthodes pluridisciplinaires, principalement la méthode PRISMA, a été utilisées et, pour en assurer la fiabilité.

Les principales conclusions de l'analyse systématique sont les suivantes :

- Tendances mondiales : les publications liées aux Secteur informel ont connu une croissance exponentielle, avec un taux de croissance annuel de 21 %, depuis que le nombre de Secteur informel a augmenté.
- Performance scientifique selon les lois systématique : la productivité scientifique selon la loi de Bradford, les trois sources principales les plus pertinentes étaient Journal of Developmental Entrepreneurship, World Development, Technological Forecasting and Social Change
- Contribution conceptuelle : cet article présente une carte stratégique de la recherche sur les secteurs informel, en mettant en évidence les thèmes clés sous-secteur informel AND OR concurrence AND formal AND firms OR productivity ;

Des biais potentiels peuvent survenir en raison de limitations dans les algorithmes de recherche des bases de données sélectionnées. Plus précisément, nous reconnaissons les sources de biais potentielles suivantes : la variabilité des algorithmes de recherche — la façon dont les requêtes sont traitées – varie selon les bases de données (certaines utilisent des opérateurs booléens, tandis que d'autres appliquent le traitement en langage naturel, ce qui peut affecter la cohérence des recherches); biais de langue et de publication (la plupart des bases de données privilégient les publications en anglais, ce qui peut entraîner l'omission d'études importantes dans d'autres langues); biais régional (Scopus principalement ; cela peut affecter l'exhaustivité des analyses systématiques axées sur les tendances mondiales de la recherche); biais de publication en langue non anglaise (le biais linguistique peut influencer la visibilité et l'impact des citations issues de recherches en langue non anglaise); citations spécifiques à une base de données (le nombre de citations peut être influencé par la couverture de la base de données, car différentes bases de données suivent les citations différemment, ce qui peut affecter les indicateurs de performance systématiques).

BIBLIOGRAPHIE

Amin, M. (2023). Does competition from informal firms hurt job creation by formal manufacturing SMEs in developing and emerging countries? Evidence using firm-level survey data. *Small Business Economics*, 60(4), 1659-1681.

Amin, M., & Okou, C. (2020). Casting a shadow: Productivity of formal firms and informality. *Review of Development Economics*, 24(4), 1610-1630.

Avenyo, E. K., Konte, M., & Mohnen, P. (2021). Product innovation and informal market competition in sub-Saharan Africa. *Journal of Evolutionary Economics*, 31(2), 605-637.

Bargain, O., & Kwenda, P. (2014). The informal sector wage gap: New evidence using quantile estimations on panel data. *Economic Development and Cultural Change*, 63(1), 117-153.

Beltrán, A. (2020). Informal sector competition and firm productivity. *Applied Economics Letters*, 27(15), 1243-1246.

Bergoeing, R., Loayza, N., & Repetto, A. (2004). Slow recoveries. *Journal of Development Economics*, 75(2), 473-506.

Blades, D., Ferreira, F. H., & Lugo, M. A. (2011). The informal economy in developing countries: An introduction. *Review of Income and Wealth*, 57, S1-S7.

Cimoli, M., Dosi, G., Nelson, R. R., & Stiglitz, J. (2006). Institutions and policies shaping industrial development: an introductory note (No. 2006/02). Lem Working paper series.

Danquah, M., & Iddrisu, A. M. (2016). Ghana's long run growth: Policy options for inclusivity and equity. African Development Bank, Accra.

De Paula, A., & Scheinkman, J. A. (2011). The informal sector: An equilibrium model and some empirical evidence from Brazil. *Review of Income and Wealth*, 57, S8-S26.

Fadiran, D. O. (2017). Institutions and other determinants of total factor productivity in Sub-Saharan Africa. *Research Papers in Economics*.

Fajnzylber, P., & Fernandes, A. M. (2009). International economic activities and skilled labour demand: evidence from Brazil and

Funk, S. C., & Houston, B. K. (1987). A critical analysis of the Hardiness Scale's validity and utility. *Journal of Personality and Social Psychology*, 53(3), 572.

Galang, R. M. N. (2012). Victim or victimizer: Firm responses to government corruption. *Journal of management Studies*, 49(2), 429-462.

Gilbert, B. A., McDougall, P. P., & Audretsch, D. B. (2008). Clusters, knowledge spillovers and new venture performance: An empirical examination. *Journal of business venturing*, 23(4), 405-422.

Hart, K. (1971). Migration and tribal identity among the Frafras of Ghana. *Journal of Asian and African Studies*, 6(1), 21.

- Hsieh, C. T., & Klenow, P. J. (2010). Development accounting. *American Economic Journal: Macroeconomics*, 2(1), 207-223.
- Kim, Y. E., & Loayza, N. (2019). Productivity growth: Patterns and determinants across the world. *World Bank Policy Research Working Paper*, (8852).
- Kosta, B., & Williams, C. C. (2020). Evaluating the effects of the informal sector on the growth of formal sector enterprises: lessons from Italy. *Journal of Developmental Entrepreneurship*, 25(03), 2050019.
- La Porta, R., & Shleifer, A. (2008). The unofficial economy and economic development (No. w14520). *National Bureau of Economic Research*.
- La Porta, R., & Shleifer, A. (2014). Informality and development. *Journal of economic perspectives*, 28(3), 109-126.
- Lomintz, L., & Diaz, R. (1988). Gramática cultural y racionalidad democrática. Hardoy Jorge y Morse Richard (compiladores). *Repensando la ciudad de América Latina*. Buenos Aires, Argentina. Grupo Editorial Latinoamericano. pp, 127-139.
- Mattern, F., Cadena, A., Dobbs, R., George, K., Gupta, R., Hazan, E., ... & Windhagen, E. MCKINSEY GLOBAL INSTITUTE.
- Naudé, W. (2010). Entrepreneurship, developing countries, and development economics: new approaches and insights. *Small business economics*, 34(1), 1-12.
- Nohria, N., & Gulati, R. (1996). Is slack good or bad for innovation?. *Academy of management Journal*, 39(5), 1245-1264.
- Perry, G. E., Maloney, W., Arias, O., Fajnzylber, P., Mason, A., Saavedra-Chanduvi, J., & Bosch, M. (2008). *Informalidad: escape y exclusión*. Banco Mundial con Mayol Ediciones.
- Restuccia, D., & Rogerson, R. (2017). The causes and costs of misallocation. *Journal of Economic Perspectives*, 31(3), 151-174.
- Schiffbauer, M., & Sampi, J. (2019). *Enforcing Competition and Firm Productivity*.
- Sohal, A., Nand, A. A., Goyal, P., & Bhattacharya, A. (2022). Developing a circular economy: An examination of SME's role in India. *Journal of Business Research*, 142, 435-447.
- Solow, R. M. (1957). Technical change and the aggregate production function. *The review of Economics and Statistics*, 39(3), 312-320.
- Taymaz, E. (2009). Informality and productivity: Productivity differentials between formal and informal firms in Turkey (No. 0901). *ERC-Economic Research Center*, Middle East Technical University.
- Voskoboynikov, I. (2020). Economic growth and sectoral developments during the transition period, 1990–2008. In *The Economic History of Central, East and South-East Europe* (pp. 383-412). Routledge.

Webb, J. W. (2009). You say illegal, I say legitimate: Entrepreneurship in the informal economy. *Academy of management review*, 34(3), 492-510.

Webb, J. W., Tihanyi, L., Ireland, R. D., & Sirmon, D. G. (2009). You say illegal, I say legitimate: Entrepreneurship in the informal economy. *Academy of management review*, 34(3), 492-510.

Williams, C. C., & Bezeredi, S. (2018). Explaining informal entrepreneurship in South-East Europe: a tax morale approach. *Eastern Journal of European Studies*, 9(2).

Williams, C. C., & Kedir, A. M. (2016). Business registration and firm performance: Some lessons from India. *Journal of Developmental Entrepreneurship*, 21(03), 1650016.

Williams, C. C., & Kosta, B. (2020). Evaluating the impact of informal sector competitors on the performance of formal enterprises: evidence from Bosnia and Herzegovina. *Journal of Developmental Entrepreneurship*, 25(02), 2050014.